

# La Cour suprême du Pakistan inflige un revers au président Musharraf

dimanche 22 juillet 2007, par [CHIPAUX Françoise](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2007).

Islamabad, correspondante

La Cour suprême pakistanaise a délivré, vendredi 20 juillet, un verdict sans appel contre Pervez Musharraf en jugeant « illégale » la suspension de son président, Iftikhar Mohammed Chaudhry, et en annulant toutes les charges de « mauvaises conduites » portées contre lui. Cette décision, qui réinstalle M. Chaudhry à la tête de la Cour, est un revers très sérieux pour le président pakistanais, déjà confronté aux extrémistes islamistes qui multiplient les attentats, et aux menaces de Washington qui lui reproche de ne pas en faire assez contre les « terroristes ».

Aux cris répétés de « *Musharraf, va-t'en* », les avocats, qui ont été le moteur des manifestations de soutien au juge depuis sa suspension, le 9 mars, ont acclamé ce verdict, largement salué par la presse. Plusieurs journaux veulent y voir la seule bonne nouvelle pour le pays à un moment où celui-ci est quotidiennement endeuillé par des attentats-suicides sanglants perpétrés par les extrémistes islamistes. « *La justice est restaurée, l'histoire réécrite* », titre le quotidien anglophone *The News*, qui parle aussi de « *triomphe de la raison et de la loi* ».

Le général Musharraf a affirmé, par la voix de son porte-parole, qu'il « *respectait* » la décision de la Cour suprême. Le premier ministre, Shaukat Aziz, dans un communiqué publié quelques minutes après le verdict, a affirmé : « *Ce n'est pas le moment de parler de victoire ou de défaite. La Constitution et la loi ont prévalu et doivent prévaloir en toutes circonstances.* »

Ex-premier ministre en exil, Benazir Bhutto a elle aussi salué la décision comme « *l'une des plus remarquables de l'histoire du pays, qui affaiblit politiquement Musharraf* ». Le mouvement de soutien au juge Chaudhry, auquel s'étaient associés les partis d'opposition, a tourné « *à la lutte contre la dictature, pour la restauration de la Constitution et la suprématie du Parlement* », a ajouté M<sup>me</sup> Bhutto, qui négocie avec M. Musharraf son retour au Pakistan. Les Etats-Unis ont aussi salué la réinstallation du président de la Cour comme la manifestation du « *respect de la loi* ».

Si ce verdict met provisoirement un terme à la crise judiciaire, il risque de compliquer l'avenir politique du président Musharraf qui, il y a quelques jours encore, souhaitait être réélu avant la mi-octobre par le Parlement sortant, qui lui est acquis, au poste de président, tout en gardant son uniforme de chef de l'armée. A plusieurs reprises, avant le 9 mars, le juge Chaudhry avait laissé entendre que la Constitution ne permettait pas au général de se représenter avant les élections législatives, la Loi fondamentale imposant qu'il abandonne avant la fin 2007 sa casquette de chef des armées. Les fidèles du juge expliquent sa suspension notamment par la crainte du pouvoir qu'il se montre trop pointilleux sur le respect de la Constitution. Reste à savoir si M. Chaudhry, comme l'écrit l'éditorialiste de *Dawn*, « *peut encore jouer un rôle dans des affaires impliquant le gouvernement* ». « *Après cette longue bataille et tant de manifestations, peut-il encore être impartial avec ceux qui ont cherché à le détruire ?* », souligne-t-il. Le général Musharraf, dont la principale préoccupation est aujourd'hui sa réélection, va devoir revoir sa stratégie et chercher des alliances qui l'obligeront sans doute à terme à un partage du pouvoir.



Dans un contexte d'incertitude pour le Pakistan, secoué par des attaques-suicides qui ont tué près de 200 personnes depuis l'assaut contre la mosquée Rouge d'Islamabad, le 3 juillet, le général Musharraf va négocier en position inconfortable, même si beaucoup, ici, reconnaissent que seule une alliance entre civils et militaires peut sortir le pays de la crise.

Alors que les extrémistes islamistes montrent leur force, que Washington exige le renforcement de la lutte contre eux, « *l'unité de commandement* », comme l'affirmait récemment M. Musharraf, est le besoin de l'heure. Mais, pour l'obtenir, le général devra lâcher du lest sur les pouvoirs qu'il s'est octroyés et renoncer à croire qu'il est le seul à pouvoir définir l'intérêt national du Pakistan. Comme l'écrit *The News*, après ce fiasco, « *il est peut-être temps pour un débat sur le rôle des militaires dans la politique du pays et le besoin d'établir un mécanisme qui limite leur rôle à celui que leur donne la Constitution* ».

**Françoise Chipaux**

\* Article paru dans l'édition du 22.07.07. LE MONDE | 21.07.07 | 13h57 • Mis à jour le 21.07.07 | 13h57.

---

## **Le président de la Cour suprême pakistanaise rétabli dans ses fonctions**

LEMONDE.FR avec AP, Reuters et AFP | 20.07.07 | 15h20 • Mis à jour le 20.07.07 | 17h39

Dans un jugement rendu vendredi 20 juillet, la Cour suprême du Pakistan a réinstallé dans ses fonctions son président, le juge Iftikhar Mohammed Chaudhry, déclarant illégale sa suspension par le chef de l'Etat, Pervez Musharraf. Elle a également ordonné l'abandon des accusations de fautes professionnelles et abus de pouvoir invoquées par M. Musharraf pour justifier la suspension du juge Chaudhry.

« *Les charges [contre le juge] déposées par le président, le 9 mars, sont abandonnées* », a annoncé le juge Khalil-ur-Rehman Ramday, précisant que les juges s'étaient prononcés pour l'abandon des charges à dix voix contre trois, après une audience qui a duré quarante-trois jours. Le président de la plus haute juridiction du pays avait été suspendu au motif qu'il aurait commis plusieurs fautes professionnelles et abus de pouvoir, notamment en s'octroyant divers privilèges indus et en faisant en sorte que son fils obtienne un poste de première importance dans la police.

### **REVERS MAJEUR POUR MUSHARRAF**

Aitzaz Ahsan, un conseiller de M. Chaudhry, a déclaré, devant le bâtiment, que son client était « *réhabilité* » et qu'il s'agissait « *d'une grande victoire pour la nation* ». Autour de lui, l'annonce du jugement a été accueillie par des vivats d'une foule compacte d'avocats et hommes de loi massés. Des réactions de joie ont également eu lieu dans les villes de Lahore et Rawalpindi.

Le verdict de la Cour suprême apparaît comme un revers majeur pour le président Musharraf, et risque de lui compliquer la tâche alors qu'il s'apprête à briguer un nouveau mandat présidentiel de cinq ans. Un porte-parole de la présidence a toutefois indiqué « *que le jugement de la Cour suprême serait honoré, respecté et que chacun devrait s'y plier* ».



La suspension de M. Chaudhry avait déclenché d'importantes manifestations dans tout le pays : l'opposition et le monde judiciaire accusaient M. Musharraf d'écarter un magistrat qui avait laissé entendre que la Constitution ne permettait pas au chef de l'Etat de se faire réélire par le Parlement sortant avant les élections législatives prévues pour la fin de l'année.